

# Le droit de lire par Richard Stallman

[<rms@gnu.org>](mailto:rms@gnu.org)

*Extrait de The Road to Tycho, une collection d'articles sur les antécédents de la Révolution lunaire, publié à Luna City en 2096*

POUR DAN HALBERT, la route vers Tycho commença à l'université - quand Lissa Lenz lui demanda de lui prêter son ordinateur. Le sien était en panne et, à moins qu'elle puisse en emprunter un autre, elle échouerait à son projet de mi-session. Il n'y avait personne d'autre, à part Dan, à qui elle osait demander.

Ceci posa un dilemme à Dan. Il se devait de l'aider - mais s'il lui prêtait son ordinateur, elle pourrait lire ses livres. À part le fait que vous pouviez aller en prison pour plusieurs années pour avoir laissé quelqu'un lire vos livres, l'idée même le choqua au départ. Comme à tout le monde, on lui avait enseigné dès l'école primaire que partager des livres était mauvais et immoral - une chose que seuls les pirates font.

Et il était improbable que la SPA - la *Software Protection Authority* - manquerait de le pincer. Dans ses cours sur les logiciels, Dan avait appris que chaque livre avait un moniteur de copyright qui rapportait quand et où il était lu, et par qui, à la Centrale des licences. (Elle utilisait ces informations pour attraper les lecteurs pirates, mais aussi pour vendre des renseignements personnels à des détaillants.) La prochaine fois que son ordinateur serait en réseau, la Centrale des licences serait informée. Dan, en tant que propriétaire de l'ordinateur, se verrait infliger les punitions les plus sévères - pour ne pas avoir tout tenté afin d'éviter le crime.

Bien sûr, Lissa n'avait pas nécessairement l'intention de lire ses livres. Elle pourrait ne vouloir l'ordinateur que pour écrire son projet. Mais Dan savait qu'elle venait d'une famille de classe moyenne et qu'elle arrivait difficilement à payer ses frais de scolarité, sans compter ses frais de lecture. Lire les livres de Dan pourrait être sa seule façon d'obtenir son diplôme. Il comprenait cette situation; lui-même avait eu à emprunter pour payer pour tous les articles scientifiques qu'il avait eu à lire. (10% de ces frais allaient aux chercheurs qui écrivaient ces articles; puisque Dan visait une carrière académique, il pouvait espérer que si ses propres articles scientifiques étaient souvent lus, il gagnerait un revenu suffisant pour rembourser sa dette.)

Par la suite, Dan apprendrait qu'il y eut un temps où n'importe qui pouvait aller à la bibliothèque et lire des articles de journaux, et même des livres, sans avoir à payer. Il y avait des universitaires indépendants qui lisaient des milliers de pages sans subventions des bibliothèques gouvernementales. Mais dans les années 1990, les éditeurs aussi bien commerciaux qu'à but non lucratif avaient commencé à facturer l'accès. En 2047, les bibliothèques offrant un accès public gratuit à la littérature scientifique n'étaient qu'un pâle souvenir.

Il y avait des façons, bien sûr, de contourner la SPA et la Centrale des licences. Elles étaient elles-mêmes illégales. Dan avait eu un compagnon de classe dans son cours sur les logiciels, Frank Martucci, qui avait obtenu un outil illégal de débogage, et l'avait utilisé pour désactiver le moniteur de copyright quand il lisait des livres. Mais il en avait parlé à trop d'amis, et l'un d'eux l'a dénoncé auprès de la SPA pour une récompense (des étudiants criblés de dettes pouvaient facilement être tentés par la trahison). En 2047, Frank était en prison, non pas pour lecture pirate, mais pour possession d'un débogueur.

Dan apprendrait plus tard qu'il y eut un temps où n'importe qui pouvait posséder des outils de débogage. Il y avait même des outils de débogage disponibles gratuitement sur des CD ou qu'on pouvait télécharger du Net. Mais des usagers ordinaires commencèrent à s'en servir pour désactiver les moniteurs de copyright, et un juge décida un jour que c'était leur principale utilisation dans la pratique. Ce qui voulait dire qu'ils étaient illégaux; les développeurs de ces débogueurs furent envoyés en prison.

Bien sûr, les programmeurs avaient encore besoin d'outils pour déboguer, mais les vendeurs de débogueurs en 2047 ne distribuaient que des copies numérotées, et seulement à des programmeurs officiellement licenciés et soumis. Le débogueur que Dan utilisait dans son cours sur les logiciels était gardé derrière un logiciel garde-barrière spécial afin qu'il ne puisse servir que pour les exercices du cours.

Il était aussi possible de contourner les moniteurs de copyright en installant un noyau système modifié. Dan apprendrait éventuellement l'existence de noyaux libres, et même de systèmes d'exploitation entièrement libres, qui avaient existé au tournant du siècle. Mais non seulement ils étaient illégaux, comme les débogueurs, mais vous ne pouviez en installer un, si vous en aviez un, sans connaître le mot de passe de l'utilisateur superviseur de votre ordinateur. Or, ni le FBI ni l'Aide technique Microsoft ne vous le révélerait.

Dan conclut qu'il ne pouvait simplement prêter son ordinateur à Lissa. Mais il ne pouvait refuser de l'aider, car il l'aimait. Chaque occasion de lui parler le remplissait de joie. Et le fait qu'elle l'avait choisi pour demander de l'aide pouvait signifier qu'elle l'aimait aussi.

Dan résolut le dilemme en faisant une chose encore plus impensable - il lui prêta l'ordinateur, et lui confia son mot de passe.

Ainsi, si Lissa lisait ses livres, la Centrale des licences penserait que c'était lui qui les lisait. C'était quand même un crime, mais la SPA ne s'en rendrait pas compte automatiquement. Elle ne s'en rendrait compte que si Lissa le dénonçait.

Bien sûr, si l'école devait un jour apprendre qu'il avait donné son propre mot de passe à Lissa, ce serait la fin de leurs études, peu importe ce à quoi le mot de passe aurait servi. La politique de l'école était simple : tout étudiant qui tentait de contourner les mécanismes de surveillance de l'utilisation des ordinateurs devait être puni. Peu importe qu'un délit ait été commis ou non. Tenter d'échapper à la surveillance des administrateurs était en soi une faute. Ces derniers supposaient que vous faisiez quelque chose d'interdit, et cela suffisait, même s'il ne savait pas quoi.

Les étudiants n'étaient habituellement pas expulsés pour cela - pas directement. Ils étaient plutôt bannis des systèmes informatiques de l'école, ce qui suffisait à leur faire rater leurs études.

Plus tard, Dan apprendrait que ce genre de politique n'a commencé dans les universités que dans les années 1980, quand des étudiants commencèrent à être nombreux à utiliser des ordinateurs. Avant, les universités avaient une approche différente de la discipline; elles punissaient des activités qui causaient du tort, et non pas simplement celles qui soulevaient des doutes.

Lissa ne dénonça pas Dan à la SPA. La décision de Dan de l'aider aboutit à leur mariage, et les conduisit aussi à remettre en question ce qu'on leur avait enseigné durant leur enfance au sujet du piratage. Le couple se mit à lire sur l'histoire du

copyright, sur l'Union soviétique et ses restrictions sur la copie, et même sur la Constitution originelle des États-Unis. Ils déménagèrent à Luna, où ils trouvèrent d'autres gens qui, comme eux, avaient pris leurs distances avec le long bras de la SPA. Quand la révolte de Tycho commença en 2062, le droit universel de lire devint bientôt un de ses objectifs principaux.

## NOTE DE L'AUTEUR

C'est aujourd'hui même que l'on se bat pour le droit de lire. Même si cela pourrait prendre 50 ans pour que notre façon de vivre actuelle s'efface dans l'obscurité, la plupart des lois et pratiques décrites précédemment ont déjà été proposées - soit par l'Administration Clinton, soit par des éditeurs.

Il y a une exception: l'idée que le FBI ou Microsoft gardera les mots de passe de l'utilisateur superviseur des ordinateurs personnels. Ceci est une extrapolation du *Clipper Chip* (1) et d'autres propositions de *key-escrow* (2) de l'Administration Clinton, ainsi que d'une tendance à long terme: de plus en plus de systèmes informatiques sont configurés pour donner à des opérateurs absents le contrôle sur les personnes qui utilisent le système.

La SPA, qui veut en fait dire *Software Publisher's Association*, n'est pas aujourd'hui une force policière officielle. De façon officieuse, elle se comporte ainsi. Elle invite les gens à faire de la délation à l'endroit de leurs collègues et amis; comme l'Administration Clinton, elle préconise une politique de responsabilité collective où les propriétaires d'ordinateurs doivent activement faire respecter le copyright ou être punis.

La SPA menace actuellement de petits fournisseurs d'accès à l'Internet, en exigeant qu'ils lui permettent de surveiller tous les usagers. La plupart des fournisseurs capitulent lorsqu'ils sont menacés, parce qu'ils n'ont pas les moyens de contre-attaquer en justice. (*Atlanta Journal-Constitution*, 1er octobre 1996, page D3.) Au moins un fournisseur, Community ConneXion à Oakland en Californie, a refusé la demande et a été conséquemment poursuivi. Il appert que la SPA a abandonné cette poursuite récemment, mais ils vont sûrement continuer cette campagne de diverses autres façons.

Les politiques universitaires de sécurité décrites précédemment ne sont pas imaginaires. Par exemple, un ordinateur dans une université de la région de Chicago affiche le message suivant quand on s'y connecte:

*[Ce système est réservé aux usagers autorisés. Les individus qui utilisent ce système informatique sans autorisation ou au-delà de leur autorisation pourront faire l'objet d'une surveillance et d'un enregistrement par le personnel de toutes leurs activités sur ce système. Lors de la surveillance d'individus utilisant le système inadéquatement, ou lors d'activités d'entretien du système, les activités d'usagers autorisés pourraient aussi être surveillées. Quiconque utilise ce système consent expressément à une telle surveillance et est avisé que si cette surveillance révèle des indices d'une possible activité illégale ou violation des règlements de l'Université, le personnel du système peut fournir ces indices aux autorités de l'Université et/ou aux forces de l'ordre.]*

Il s'agit d'une approche intéressante face au Quatrième amendement: faire pression sur presque tout le monde pour qu'il accepte d'avance de renoncer aux droits qu'il leur accorde.

## REFERENCES

The administration's [White Paper]: Information Infrastructure Task Force, Intellectual Property and the National Information Infrastructure: The Report of the Working Group on Intellectual Property Rights (1995).

Pamela Samuelson, [An explanation of the White Paper: The Copyright Grab], *Wired*, Janvier 1996.

James Boyle, [Sold Out], *New York Times*, 31 March 1996

[Public Data or Private Data], *Washington Post*, 4 Nov 1996

Union for the Public Domain - a new organization which aims to resist and reverse the overextension of intellectual property powers.



**Notes**

\* Cet article a été publié en février 1997 dans *Communications of the ACM*